Histoire @ Politique

Histoire Politique
Revue du Centre d'histoire de Sciences Po

48 | 2022
Ressources naturelles et tensions d'empire : Maghreb, Proche-Orient, Afrique (XIX^e-XX^e siècle)

Vers une histoire socio-environnementale des empires contemporains

Towards a socio-environmental history of modern empires

Guillaume Blanc, Antonin Plarier et Iris Seri-Hersch

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/histoirepolitique/8326
DOI : 10.4000/histoirepolitique.8326
ISSN : 1954-3670

Éditeur
Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique
Guillaume Blanc, Antonin Plarier et Iris Seri-Hersch, « Vers une histoire socio-environnementale des empires contemporains », *Histoire Politique* [En ligne], 48 | 2022, mis en ligne le 01 octobre 2022, consulté le 09 février 2023. URL : http://journals.openedition.org/histoirepolitique/8326 ; DOI : https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.8326

Ce document a été généré automatiquement le 9 février 2023.

Tous droits réservés

Vers une histoire socio-environnementale des empires contemporains

Towards a socio-environmental history of modern empires

Guillaume Blanc, Antonin Plarier et Iris Seri-Hersch

1 Alors que la Palestine se trouve sous contrôle britannique depuis une décennie, un quotidien hébréophone basé à Jérusalem écrit dans son édition du 29 novembre 1928 :

> « Il y a quelques années, quand depuis les collines de Zikhron Yaakov nous observions la plaine jouxtant la mer, nos yeux rencontraient une vaste surface. Notre respiration sentait l'odeur de pourriture, la puanteur des eaux marécageuses de Kabbara. [...] Le marais diffusait ses terribles maladies à plusieurs dizaines de kilomètres à la ronde, causant des dégâts à droite et à gauche, aussi bien parmi nous [juifs] que parmi nos voisins [arabes]. Aucune action ni même tentative n'était alors entreprise pour transformer cette étendue désolée en terre fertile. Et voici qu'un jour la bonne nouvelle nous parvint : le marais de Kabbara était enfin passé aux mains de la "PICA" [Palestine Jewish Colonization Association] afin qu'il soit drainé et ses terres développées[1]. »

2 L'exemple de ce marais palestinien, qu'une société de colonisation juive cherche à assécher par le biais d'une concession obtenue auprès des autorités mandataires britanniques, cristallise plusieurs enjeux-clés pour l'histoire contemporaine des empires. Le premier est le caractère fondamentalement ambigu de la nature : s'agit-il d'un péril ou d'une ressource pour les communautés humaines ? Son « bon » usage vise-t-il à éloigner un danger, à exploiter un milieu ou encore à protéger celui-ci des activités humaines ? Le second enjeu a trait à la question de la souveraineté politique et, partant, au gouvernement de la nature et aux acteurs censés, ou non, le prendre en charge. Or, en contexte colonial ou impérial, l'État – entendu comme un ensemble de lois et de pratiques bureaucratiques (*construction étatique*) et comme les manières par lesquelles les administrés composent avec les normes et les représentants dudit État (*formation étatique*) – exerce une autorité qui n'est jamais ni totale ni incontestée, ce que la sous-administration chronique de vastes territoires et les différents modes de

résistance locale laissent aisément entrevoir[2]. En outre, des formes de pouvoir concurrentes peuvent coexister, comme l'illustre le cas de l'Égypte entre 1882 et 1914 (province ottomane administrée par la Grande-Bretagne et sous forte influence française) ou de la Palestine entre 1920 et 1948 (territoire sous mandat britannique au sein duquel se construit *de facto* et *de jure*[3] une souveraineté juive sioniste). Un troisième enjeu est celui des relations sociales qui se tissent, se reconfigurent, se brisent dans des contextes où les pratiques simultanées d'incorporation et de différenciation induites par tout régime impérial[4] tendent à catégoriser les individus en groupes plus ou moins figés. L'histoire sociale est largement faite de trajectoires, de statuts, de contacts, de perceptions, d'expériences, bref du vécu des acteurs. Ce vécu est une immensité dont les sources, même innombrables, ne restituent que quelques traces. Il y a évidemment tout ce qu'une source ne dit pas – ici, la sédentarisation forcée des populations arabes semi-nomades qui, jusqu'en 1924, vivent à Kabbara de l'élevage de buffles d'eau, de la coupe de bois et de la confection de paniers malgré la dangerosité du marécage[5] – et auquel l'historien·ne ne peut accéder qu'au travers d'autres indices documentaires.

3 Appréhender ces enjeux offre une voie pour explorer à nouveaux frais l'histoire des empires par le prisme des relations environnement/société. Ce renouvellement historiographique engage toutefois les chercheur·e·s sur des terrains de recherche qui, en raison d'un prisme culturaliste et d'une tradition académique remontant aux années 1950[6], sont encore trop souvent séparés par un découpage des savoirs distinguant monde arabe (ou musulman) et Afrique. Cette livraison d'*Histoire@Politique* constitue une tentative de réponse à ce double défi : un décloisonnement à la fois historiographique et géographique. Ce dossier s'inscrit ainsi dans le sillage d'initiatives qui conceptualisent le Sahara ou la mer Rouge comme des espaces de circulations plutôt que des barrières naturelles ou des frontières géopolitiques[7]. Il entend également enrichir l'histoire environnementale, domaine d'étude qui s'est considérablement développé depuis les années 1970. En ce premier quart du XXI[e] siècle, l'essor d'une conscience globale de la crise écologique continue d'ailleurs à alimenter et à renouveler ce champ[8]. Or, l'histoire environnementale n'échappe pas aux carcans géographiques qui continuent à façonner les sciences humaines et sociales. En France, la plupart des travaux d'histoire environnementale portent en effet sur l'Europe et l'Amérique du Nord. Rares et éparpillées sont les études portant sur les questions environnementales au Moyen-Orient et en Afrique. Depuis quelques années toutefois, le Réseau universitaire des chercheurs en histoire de l'environnement (RUCHE) organise des colloques qui stimulent des travaux sur les situations coloniales ou les pays du Sud[9]. Certains projets de recherche se focalisent aussi explicitement sur l'histoire environnementale des colonies et des « postcolonies »[10].

4 Dans les universités anglophones, les recherches relatives à l'ancien empire colonial britannique ont été plus nombreuses, comme le montrent les catalogues des collections d'Ohio University Press (*Ecology and History*) ou de Cambridge University Press (*Studies in Environment and History*). L'empire colonial français apparaît en revanche comme le grand absent de ces études environnementales, notamment dans une perspective comparée avec l'empire britannique. Afin de nourrir les réflexions croisées, ce dossier regroupe des contributions sur l'Algérie et la Tunisie sous tutelle française, le Congo belge, l'Afrique de l'Est britannique, l'Égypte sous domination ottomano-britannique et la Palestine mandataire. Plutôt que de proposer une approche foncièrement nouvelle,

l'objectif est ici de poursuivre dans une voie déjà ouverte et pourtant encore peu empruntée : celle d'une histoire socio-environnementale des empires.

L'histoire environnementale face aux empires

5 En matière d'environnement, tout ou presque est politique. Parce que l'histoire environnementale s'intéresse aux rapports sociaux à l'environnement dans ses dimensions institutionnelles, culturelles et matérielles, de nombreux historiens et historiennes envisagent l'environnement comme un lieu de luttes : lutte (institutionnelle) pour contrôler un territoire, lutte (culturelle) pour imposer une représentation de l'environnement dans l'espace public, et lutte (matérielle) pour exploiter une ressource[11]. Faire de l'histoire environnementale, c'est donc aussi faire l'histoire du fait politique : histoire de l'exercice coercitif de la puissance publique et des négociations et résistances qui y sont associées ; histoire de l'usage persuasif de l'action rhétorique et de ses origines et répercussions sociales ; histoire de la gestion technique et scientifique du monde non humain, et des usages qu'en font les hommes et les femmes, usages qualifiés tantôt de « bons », tantôt de « mauvais ». Cette approche explique que pour bien des historiens, l'environnement est devenu à la fois objet d'étude et mode d'étude : analyser la naissance institutionnelle des réserves naturelles de la Rhodésie et du Kenya britanniques, c'est aussi éclairer la conquête coloniale des montagnes Est-africaines[12] ; historiciser le mythe culturel d'une nature tropicale africaine, asiatique et moyen-orientale prétendument vierge et sauvage et attendant d'être exploitée, c'est également revisiter la fabrique impériale de la mission civilisatrice de l'homme blanc[13] ; s'intéresser à l'histoire scientifique et matérielle de l'eau, des maladies animales, des forêts, des feux de brousse et des cultures agricoles dans les colonies de peuplement, c'est aussi éclairer à nouveaux frais la genèse impériale du gouvernement sociotechnique des choses naturelles et des hommes[14].

6 Cette double perspective – l'environnement comme instrument et révélateur du pouvoir – a donc été largement associée à l'étude des colonies européennes. L'histoire environnementale a contribué au renouvellement de l'histoire des empires et, plus encore, l'histoire environnementale des empires a contribué au développement de l'histoire environnementale en général[15].

7 Pour comprendre ce double mouvement historiographique, il faut remonter au moins à la fin des années 1960. Quand ce nouveau champ de recherche émerge aux États-Unis, la question impériale est centrale. Dans *Wilderness and the American Mind*, Roderick Nash décrypte le mythe de cette *wilderness* états-unienne : depuis le XVI^{e} siècle, Dieu aurait confié aux colons la mission de dompter cette lointaine terre vierge et sauvage. Aussi, depuis 1872, les Américains s'évertuent à la protéger dans des parcs nationaux façonnés pour perpétuer « l'âme américaine originelle ». C'est en substance l'histoire que retrace Nash et pour laquelle il recourt explicitement à la perspective impériale. Faisant sienne la théorie de Frederick Jackson Turner selon laquelle la Frontière est constitutive de l'identité états-unienne, Nash considère qu'après la conquête de l'Ouest puis leur expansion vers le Mexique et l'Amérique du Sud, les États-Unis se sont tournés vers la frontière que représentait jadis l'intérieur du pays : les parcs et la *wilderness* qu'ils abritent ont alors été érigés en tant que symbole naturel de la conquête fondatrice du pays[16]. Publiée en 1967, cette histoire culturelle de l'environnement et des États-Unis est très tôt complétée par une histoire matérielle de la conquête. Avec *The Columbian*

Exchange, Alfred Crosby propose en effet de se concentrer sur les circulations de plantes, d'animaux et de maladies qu'a entraînées la « découverte » de l'Amérique et, ce faisant, il renouvelle lui aussi notre compréhension des empires. Les microbes furent de puissants alliés des Européens pour décimer les populations et coloniser l'Amérique, explique Crosby, faisant ainsi des non-humains des acteurs à part entière du changement historique[17].

8 Depuis, comme tout champ qui se développe, l'histoire environnementale a fait l'objet de nombreux débats. Ces derniers sont d'abord portés par des chercheurs nord-américains au cours des années 1970 et 1980, mais le véritable renouveau vient d'ailleurs, d'un autre ancien empire. En 1989, l'historien indien Ramachandra Guha affirme qu'en s'imposant comme fondateurs de l'histoire environnementale, les chercheurs états-uniens ont fait prévaloir dans le monde académique une approche du champ qui n'a de sens qu'en Amérique du Nord. En effet, contrairement aux États-Unis où la création puis la protection des aires naturelles profitent à la majorité, en Inde, sous occupation impériale britannique entre 1858 et 1947, l'écologisme signe l'appropriation des ressources par une minorité (coloniale) et l'expropriation de la majorité (colonisée)[18]. Aussi, affirment Guha puis l'écologue qui le rejoint, Madhav Gadgil, faire de l'histoire environnementale depuis le « Tiers-Monde », c'est étudier à propos des colonies la façon dont l'environnement fut un instrument parmi d'autres du pouvoir impérial. Et à propos des postcolonies, c'est étudier les injustices sociales nées de la saisie des ressources naturelles par des autorités publiques qui usent de l'écologisme pour renforcer des structures de pouvoir héritées de l'époque coloniale : l'État central continue à protéger les forêts des provinces rurales… en expropriant la paysannerie ; les municipalités continuent d'assainir l'habitat urbain… en déplaçant les plus pauvres vers la périphérie ; les élites urbaines au pouvoir continuent de préserver la grande faune… en privant des populations d'un droit de chasse que les premières monopolisent[19].

9 Les historiennes et les historiens indiens prolongent les recherches initiées par Guha et Gadgil durant les années 1990, mais en s'intéressant essentiellement au poids du legs colonial dans le gouvernement postcolonial de l'environnement. C'est en Grande-Bretagne que se poursuit la rencontre entre histoire environnementale et histoire impériale. Dès 1987, un collectif de chercheurs en sciences humaines et sociales réuni par David Anderson et Richard Grove pose les bases de l'histoire de la conservation en Afrique. Les auteurs éclairent notamment l'histoire des mythes coloniaux de la dégradation de la nature africaine et la façon dont, à l'époque coloniale et depuis, les pouvoirs publics s'approprient ces savoirs préconçus sur l'Afrique pour convertir des économies agro-pastorales de subsistance en économies productrices de valeurs marchandes et de biens d'exportation[20]. Puis les perspectives s'élargissent, avec et dans le sillage de Richard Grove et de ses travaux sur la naissance conjointe du capitalisme et de l'écologisme dans les îles tropicales du XVI^e^ au XVIII^e^ siècle[21]. D'autres objets sont étudiés, par exemple la chasse de la grande faune à propos de laquelle John MacKenzie montre qu'en Afrique de l'Est, elle permettait aux élites coloniales de conserver la supériorité sociale qui leur échappait en métropole, et à l'empire de mettre en scène sa capacité à dominer la nature et les hommes qui l'habitaient[22]. D'autres territoires sont aussi explorés. Ainsi, en 1995, tandis que les trois premiers numéros de la revue *Environment and History* s'intéressent aussi bien à la science écologique dans le Zimbabwe (post)colonial qu'à l'exploitation forestière en Guinée et en Asie du Sud-Est, William Beinart et Peter Coates publient la première histoire environnementale

comparée entre des territoires du Nord et du Sud, en l'occurrence les États-Unis et l'Afrique du Sud. Dans ces deux pays, affirment les historiens, si la culture et l'économie coloniales ont bien transformé la matérialité même des sociétés, celle-ci n'en demeure pas moins le produit d'une interaction permanente avec les populations et les pratiques locales, interaction dont ont émergé des sociétés profondément hybrides, afro-européennes ici, américano-indiennes là-bas[23].

10 Depuis le début des années 2000, les chercheurs nord-américains investissent à leur tour l'histoire environnementale des empires européens contemporains. Ce sont eux, surtout, qui contribuent à inscrire le Maghreb et le Moyen-Orient dans les territoires d'une histoire explicitement « environnementale » (c'est-à-dire revendiquée comme telle par ses auteurs). En 2007, grâce au croisement de la paléo-écologie, de rapports scientifiques et d'archives institutionnelles, Diana K. Davis restitue l'histoire coloniale du récit environnemental décliniste selon lequel l'Afrique du Nord, et en particulier l'Algérie, aurait été un territoire luxuriant jusqu'à ce que les Arabes s'y imposent, après le XI^e siècle, et que leurs techniques agricoles et pastorales transforment l'ancien « grenier à blé de Rome » en un « désert désolé[24] ». Quelques années plus tard, en 2011, c'est au tour d'Alan Mikhail de produire la première histoire environnementale de l'empire ottoman. En observant la façon dont les paysans égyptiens ont utilisé leurs savoirs et leurs pratiques écologiques pour exister avec ou contre l'empire, Mikhail retrace une histoire connectée au gré de laquelle les tentatives de gouvernement des ressources naturelles égyptiennes finissent par transformer le fonctionnement même de la souveraineté impériale ottomane[25]. Cette perspective d'histoire connectée s'accompagne, au même moment, des premières tentatives d'une histoire environnementale comparée entre le Maghreb et le Moyen-Orient. Du Maroc à l'Irak en passant par le Sahara, le Nil et les plaines de Turquie, les auteurs rassemblés en 2011 par Diana K. Davis et Edmund Burke III signalent chacun à leur manière le poids des représentations coloniales dans la définition et l'imposition des politiques impériales de la nature[26]. L'ouvrage collectif dirigé par Alan Mikhail en 2013 adopte ensuite le même cadre géographique mais sur une durée plus longue (de l'époque médiévale à la fin du XX^e siècle) et, surtout, en substituant aux « imaginaires » de Davis et Burke III l'histoire des milieux, des ressources, des acteurs et des politiques publiques[27].

11 Au cours du quart de siècle écoulé, l'histoire environnementale des empires s'est ainsi enrichie d'un nombre conséquent de travaux. Il serait sinon impossible, du moins périlleux, d'en dresser un bilan complet. Aussi nous bornerons-nous à trois constats. Le premier pourrait se résumer par une formule simple : « à chaque grande région ou ancien empire son histoire environnementale ». À propos de l'Inde et de l'Asie du Sud-Est, les historiens de l'environnement explorent toujours davantage la conflictualité née des trois principaux modes d'exploitation de la nature mis en œuvre durant la colonisation : l'exploitation forestière[28], les rivières et les fleuves bornés et façonnés comme ressource environnementale[29], et la conservation de la grande faune animale[30]. À propos de l'Afrique, du Maghreb au nord jusqu'à l'Afrique du Sud, là aussi les historiens s'intéressent aux deux aspects majeurs du gouvernement colonial de l'environnement : ses fondements scientifiques et rationnels[31] et ses déclinaisons radicalement coercitives, explorées au travers de l'histoire des forêts, des réserves naturelles ou des animaux[32]. Enfin, s'agissant du Proche-Orient, c'est bien souvent la longévité de l'empire ottoman et la sophistication de ses structures politiques et économiques qui continuent d'interroger. Les historiens tentent alors de les étudier en analysant la façon dont les environnements ottomans ont à la fois modelé et été

modelés par le commerce global et le travail animal, le climat et les microbes, l'eau et les énergies fossiles[33].

12 Parallèlement à ces spécificités « aréales », le second constat que l'on pourrait établir est qu'aujourd'hui encore l'histoire environnementale désigne l'étude diachronique des rapports sociaux à l'environnement dans leurs dimensions institutionnelles, culturelles et matérielles. Explicitement ou non, par souci de faisabilité ou par choix, chacun de ses praticiens tend à se focaliser sur l'une de ces trois approches. Par exemple, lorsque Diana K. Davis retrace l'histoire des « terres arides » du Maghreb et d'une partie du Proche-Orient, parce qu'elle cherche à expliquer comment les savoirs et préjugés environnementaux s'associent ou s'opposent aux modes de gestion des déserts et aux réalités matérielles de ces derniers, elle tente de décrypter toute la pesanteur des représentations coloniales des écologies de l'Autre et de l'Ailleurs. Ce faisant, elle s'inscrit dans une histoire en grande partie culturelle de l'environnement[34]. Il en va de même des recherches par lesquelles Guillaume Blanc essaie d'éclairer les origines coloniales de l'invention du « colonialisme vert ». Pour réunir en un seul récit les paysans, gestionnaires, dirigeants publics et experts qui donnent corps au conservationnisme global en Afrique, il se concentre avant tout sur les espaces mis en parc et les modalités de leur gouvernement, à savoir sur l'institutionnalisation publique de la nature[35]. De la même manière, lorsque Violette Pouillard retrace une *Histoire des zoos par les animaux*, elle se focalise principalement sur l'histoire matérielle – ou animale – de l'environnement, démarche qui lui permet de croiser trois espaces métropolitains (britannique, belge et français) tout en englobant leurs connexions africaines et asiatiques[36].

13 Chacun à leur manière, ces travaux signalent en tous les cas qu'en matière d'environnement, tout ou presque est politique : gérer la nature, la représenter ou l'exploiter, c'est toujours exercer un pouvoir. Mais où sont les dynamiques sociales ? C'est là, peut-être, le troisième constat que l'on pourrait formuler à propos de l'histoire environnementale des empires telle qu'elle se pratique aujourd'hui. Si les chercheuses et les chercheurs se concentrent sur les dimensions tantôt institutionnelles, tantôt culturelles, voire matérielles de l'environnement, l'épaisseur sociale des phénomènes étudiés manque parfois à leur analyse.

L'histoire socio-environnementale et l'étude des colonialismes

14 Le croisement de l'histoire sociale et environnementale constitue pourtant une proposition historiographique qui a plus de vingt-cinq ans. Dès 1996, Alan Taylor, spécialiste des États-Unis aux XVIII^{e} et XIX^{e} siècles, plaidait dans les colonnes de la revue *Environmental History* pour une approche hybride mêlant histoires sociale et environnementale. D'un côté, « l'attention portée à un contexte naturel et spatial partagé [devait] aider les historiens du social à clarifier les relations de pouvoir entre leurs divers sujets ». De l'autre, « l'attention portée aux distinctions sociales au sein des communautés humaines [devait permettre] de nuancer la propension des historiens de l'environnement à systématiser [...] les cultures humaines[37] ». L'ouvrage déjà classique de William Cronon, *Changes in the Land*, était notamment visé par cette dernière remarque[38]. Tout en tirant son chapeau à une « superbe étude » ayant mis au jour les différents rapports à l'environnement et au territoire qui se jouent dans les premiers

échanges entre Européens et Amérindiens en Nouvelle-Angleterre, Taylor regrettait que les colons soient présentés comme un bloc homogène sans distinctions d'« ethnicité, de classe, de genre, ou de foi[39] ». Inversement, l'accueil réservé aux travaux majeurs de l'histoire environnementale par les praticiens de l'histoire sociale se caractérisait généralement par une indifférence parfois hostile. Ainsi, le second grand ouvrage de William Cronon, *Nature's Metropolis: Chicago and the Great West*, ne reçut aucune recension dans le *Journal of Social History* en dépit de sa sélection en finale du prix Pulitzer.

15 Pour Taylor, quelle que soit l'ignorance dont elles peuvent témoigner l'une envers l'autre, histoire sociale et histoire environnementale ont en commun le projet de rendre visibles celles, ceux ou ce que l'histoire politique a généralement invisibilisés – avant son renouvellement dans les années 1980[40]. Si l'histoire sociale cherche à « sauver [les dominés] de l'immense condescendance de la postérité[41] », l'histoire environnementale quant à elle « met au jour les processus et les changements au long cours qui [sans cette opération historiographique] resteraient invisibles[42] ». De fait, les recherches mêlant les deux approches ont donné lieu à de brillants travaux portant d'abord sur les États-Unis mais aussi sur l'Europe. Pour prendre l'exemple d'un champ particulièrement riche, les pollutions industrielles ont été analysées au prisme des rapports sociaux de classe, de genre et de race. Les ouvrages tirés de ces recherches permettent de mieux comprendre les expositions différenciées aux pollutions industrielles et les choix politiques contribuant à expliquer la pérennité de ces différenciations[43]. En 2006, Stephen Mosley dressait un bilan partiel des recherches menées par les historiens de l'environnement réalisant des incursions dans le champ social et renouvelait l'invitation aux historiens du social à emprunter le chemin inverse en intégrant les rapports humains-environnement à leur agenda de recherche[44]. La réitération de l'invitation témoignait de l'écho limité de l'appel lancé par Taylor dix ans plus tôt.

16 Plus récemment, Mark D. Hersey adressait des critiques fortes au champ de l'histoire environnementale, suggérant que le « nombrilisme » en vigueur avait pu constituer un obstacle à ce que les questionnements environnementaux irriguent d'autres approches et notamment l'histoire sociale. Il ajoutait que « les débats sur la meilleure façon d'aborder [l'histoire environnementale] et les types de frontières (si tant est qu'il y en ait) qui devraient lui être imposées[45] » avaient également pu jouer un rôle repoussoir et sursis à l'hybridation des approches. Quoi qu'il en soit, cette seconde invitation donna lieu à la tenue d'un colloque dont les actes publiés en 2011 témoignent de la richesse des thématiques abordées, allant des politiques conservationnistes aux loisirs de plein-air, en passant par les questions urbaines et énergétiques ou les rapports entre nature et mouvement ouvrier[46]. Fait notable, si les thématiques témoignent d'un foisonnement d'objets saisis par l'histoire socio-environnementale, les espaces étudiés indiquent en revanche un réel tropisme pour le Nord. Seuls deux chapitres sur quinze concernent les mondes coloniaux, réunis dans une partie maladroitement intitulée « Désastres environnementaux ». Le reste de l'ouvrage porte exclusivement sur l'Europe occidentale ou l'Amérique du Nord. L'Asie, l'Amérique latine, le Moyen-Orient, le Maghreb et plus généralement l'Afrique au nord du fleuve Orange n'avaient pas suscité de contributions.

17 À ce jour, l'histoire des consommations de masse est peut-être celle qui a le plus abordé une partie de ces espaces dans leur double dimension sociale et environnementale, sans

se réduire toutefois à celles-ci tant ces histoires connectées enjambent aussi bien les nombreuses frontières nationales que celles de courants historiographiques aussi nombreux que variés. Depuis le début des années 2000, de florissantes recherches ont mis en lumière les connexions entre des espaces de production au Sud et de consommation au Nord ainsi que la transformation ou la dégradation des environnements produite par l'intensification de ces productions. L'une des plus récentes et ambitieuses est celle menée par Corey Ross. Dans *Ecology and Power in the Age of Empire*, ce dernier transporte le lecteur de la Gold Coast à l'Algérie jusqu'à l'Iran et l'Indonésie[47]. Pour ce faire, Ross organise son propos autour de trois thématiques : d'abord l'extraction de produits coloniaux (du coton, du cacao, du caoutchouc, de l'étain, du cuivre et du pétrole), ensuite le conservationnisme impérial (pour la faune et le paysage, contre les pratiques paysannes jugées destructrices), enfin les nouveaux récits du colonialisme tardif qui élaborent une vulgate « développementaliste » destinée à faire perdurer l'empire. Dans cette veine historiographique, d'autres recherches ont porté sur des produits tels que les bananes, le café, le cacao, le guano, le pétrole ou encore l'uranium[48]. Mais à l'exception d'*Uranium africain* de Gabrielle Hecht, ces travaux peinent à proposer une approche incarnée de l'histoire sociale ou adoptent tout simplement une vision holistique des sociétés étudiées. Les actrices et acteurs de l'histoire, surtout quand il s'agit de colonisés, apparaissent finalement comme des groupes indistincts ; rares sont les individus dont les noms, l'état-civil ou encore des fragments de trajectoires personnelles émergent de ces récits.

18 Finalement, cette épaisseur sociale apparaît mieux dans les travaux d'histoire environnementale qui ont porté sur la conservation, objet particulièrement investi par les historiens. Au côté des travaux pionniers de William Beinart[49], Roderick Neumann s'est attaché à restituer les économies morales des populations rurales face à la mise en œuvre des politiques conservationnistes en Tanzanie[50]. Plus récemment, Bernhard Gissibl a proposé une stimulante histoire socio-environnementale de l'insurrection des Maji-Maji entre 1905 et 1907 sur le même territoire alors sous domination coloniale allemande. Variant les échelles, du mouvement conservationniste international aux villages de la vallée Kilombero au cœur de l'insurrection, et faisant feu de toutes sources, Gissibl démontre l'intérêt de mêler étroitement histoire sociale et histoire environnementale pour renouveler la compréhension concrète des empires[51]. L'intérêt d'une telle approche se manifeste aussi dans des recherches sur la construction du barrage de Cahora Bassa sur le Zambèze dans le Mozambique portugais, les usages forestiers dans l'Algérie coloniale ou la place de l'apiculture et de l'élevage bovin dans la production matérielle et idéelle de l'Israël sioniste[52].

Tensions d'empire

19 Au moment même où Alan Taylor invitait à une histoire socio-environnementale, l'historien Frederick Cooper et l'anthropologue Ann Laura Stoler élaboraient le concept de *tensions d'empire*, incitant les chercheurs à croiser l'analyse politique du colonialisme avec celle des discours impériaux et des relations intimes. Cooper et Stoler identifiaient alors ces tensions comme l'expression d'un écart flagrant entre des prétentions européennes à l'universalisme et deux dynamiques inhérentes aux situations coloniales : la nécessaire (re)production d'une grammaire de la différence – à savoir la fabrication continuelle d'une altérité colonisée – et des formes d'exploitation

économique induites par la domination politique[53]. Pour les historiens exerçant dans les années 1990 et 2000, l'enjeu était de montrer comment la métropole et les colonies s'étaient mutuellement constituées, tout en pointant l'hétérogénéité et la fragilité des régimes coloniaux européens. L'une des voies consistait à étudier les manières de classifier les individus et les recherches ont alors abouti au constat d'une dissonance fréquente entre l'élaboration institutionnelle de catégorisations raciales réificatrices et la porosité des relations sociales quotidiennes[54]. Les diverses formes de collaboration entre colonisateurs et colonisés ou encore les politiques éducatives ont également été des objets d'étude propices à l'analyse de ces tensions[55].

20 Dans cette lignée, le présent dossier revisite les tensions d'empire en les appliquant à des objets environnementaux saisis dans leur contexte social et politique. L'eau du Nil, les poissons de la mer Méditerranée, les forêts de l'est algérien ou les grottes des déserts égyptiens, ces ressources dites « naturelles » ne sont pas, ou pas essentiellement, le fruit d'une action humaine. Elles répondent cependant à des besoins vitaux en termes d'habitat et d'alimentation. Le degré de marchandisation de ces ressources naturelles est variable, tout comme le territoire des flux commerciaux. D'autres ressources, tirées de la terre, sont cultivées par des hommes et des femmes. L'enjeu pour les acteurs est dans ces cas de maximiser la production agricole – qu'elle soit céréalière (le blé tunisien, l'orge palestinien) ou maraîchère (l'arachide congolaise) – à des fins de consommation locale et/ou d'exportation. Si l'environnement épouse souvent le visage d'une ressource, il peut également représenter un danger : ainsi en est-il des invasions de sauterelles qui dévastent les champs agricoles en Afrique centrale.

21 Comment restituer au plus près du terrain les tensions d'empire à l'œuvre dans les rapports complexes qu'institutions et individus nouent avec ce qu'ils perçoivent tantôt comme une ressource à exploiter, contrôler, distribuer ou préserver, tantôt comme un péril à circonscrire voire à éradiquer ? Le défi commun auquel se sont prêtés les auteurs de ce numéro est d'articuler enjeux environnementaux, processus politiques et sociologie historique des acteurs pour contribuer à une connaissance fine de sociétés moyen-orientales, maghrébines et africaines à l'âge impérial. Cet exercice collectif prend au sérieux la proposition pratique et historiographique que formulait Donald Worster dès 1988, exhortant les historiens à situer les sociétés du passé dans le contexte matériel de leur environnement :

> « Il est temps d'acheter une bonne paire de chaussures de marche, et nous ne pourrons éviter qu'elles ne soient éclaboussées par la boue[56]. »

22 En passant du matériel au socio-environnemental, cette démarche est bien celle qu'ont cherché à emprunter les contributeurs et contributrices du dossier. En s'exposant aux boues du Nil avec les pèlerins, aux terres forestières de l'Aurès avec des gardes-forestiers ou encore aux poissons du littoral algérien avec des armateurs, des gardes-pêche et des scientifiques, ce dossier vise à éclairer les rapports conflictuels ou dissonants qui se tissent entre des usages concurrents de l'environnement.

23 L'ensemble des sept articles frappe d'abord par la diversité des cadrages spatio-temporels, indiquant la richesse et la complémentarité d'approches historiennes dont l'échelle d'analyse s'étend d'une ville (Le Caire, Tunis) à un espace transcontinental (l'Afrique centrale, l'Amérique du Sud et l'Europe), en passant par une région (l'Est algérien) ou un territoire colonial/national (l'Égypte, la Palestine, l'Algérie). Certains auteurs font le choix d'une périodisation longue à cheval sur les XIX^e^ et XX^e^ siècles,

éclairant la façon dont se transforment le service des gardes-pêche dans l'Algérie française, l'approvisionnement en eau des Cairotes ou les paysages et les pratiques dévotionnelles dans une Égypte qui connaît un feuilletage de souverainetés ottomane, française et britannique avant d'accéder à l'indépendance en 1956. À l'inverse, d'autres contributions interrogent des moments de crise, qu'il s'agisse de la décennie 1873-1884 dans l'Algérie rurale ou des années qui suivent immédiatement la Première Guerre mondiale dans une Tunisie en proie à des sécheresses répétées. La durée intermédiaire d'une génération, celle de l'entre-deux-guerres, permet enfin d'évaluer la reconfiguration du colonialisme en Afrique et les hésitations du mandat britannique en Palestine à l'aune des enjeux politiques, économiques et environnementaux qui se tissent autour de la productivité des terres.

24 La documentation mobilisée inclut majoritairement les archives des administrations coloniales françaises et britanniques conservées en Europe et dans les territoires anciennement colonisés, ainsi que des sources primaires imprimées. De nature extrêmement diversifiée, ces sources sont loin d'être épuisées, à la fois en termes quantitatifs et du point de vue de l'usage qui en est fait. Ainsi, les articles d'Hugo Vermeren et de Jonas Matheron sur les gardes-pêche et les gardes-forestiers en Algérie montrent particulièrement bien comment une histoire socio-environnementale peut être écrite à partir d'archives étatiques. Ces dernières font émerger une pluralité d'acteurs à différents échelons de l'administration et en-dehors de celle-ci : armateurs, pêcheurs, minotiers, boulangers, agriculteurs, entrepreneurs, scientifiques et leaders nationalistes sont en effet partie prenante des conflits et négociations autour des ressources halieutiques, foncières ou agricoles. Les archives et publications administratives sont tantôt complétées par des titres de presse en français et en arabe pour la Tunisie (Nessim Znaien), tantôt par des publications sionistes et arabes rédigées en anglais pour la Palestine (Élisabeth Mortier). S'il y a bien un effet de sources qui fait davantage apparaître les administrateurs, militaires, colons et savants européens, les acteurs « autochtones » surgissent au détour de certaines archives, tels ces défricheurs algériens en prise avec le service forestier (Jonas Matheron) ou ces scouts africains mobilisés pour surveiller des zones grégarigènes et épandre des pesticides dans le cadre de la lutte antiacridienne (Damiano Matasci).

25 Les deux articles relatifs à l'Égypte s'appuient, eux, sur des corpus moins institutionnels : cela tient non seulement à la superposition des dominations dans l'histoire du pays et aux difficultés d'accès aux archives nationales égyptiennes[57], mais aussi aux objets d'étude. Tandis qu'Émilie Pasquier exploite des archives bancaires, diplomatiques et juridiques françaises pour retracer les activités d'une entreprise concessionnaire, la Société des Eaux du Caire, Catherine Mayeur-Jaouen croise des travaux ethnographiques d'époque coloniale (fondés eux-mêmes en partie sur une littérature hagiographique en arabe) avec ses propres observations de terrain afin de cerner les liens entre pratiques religieuses et paysages : si le culte des saints est un moyen pour les populations d'interpréter l'environnement dans lequel elles vivent (par exemple le rythme et l'intensité variables de la crue du Nil), la destruction de la nature induite par l'urbanisation a contribué à reconfigurer les rituels. Ces sources permettent de donner à voir davantage d'acteurs autochtones ou égyptianisés – hommes politiques, habitants du Caire, porteurs d'eau, pèlerins musulmans et coptes.

26 En dépit des variations d'approche, les articles font ressortir un certain nombre d'enjeux transversaux forts. Le premier peut se résumer sous la forme d'une

interrogation à l'apparence simple : à qui appartiennent les terres, l'eau, les arbres, les poissons ? Si les processus d'appropriation d'une ressource et de détermination de droits de propriété constituent un questionnement classique de l'histoire des empires[58], ils sont aussi fondamentaux pour jeter les bases d'une histoire environnementale attentive aux dimensions sociales et politiques du changement. Il est en effet nécessaire, pour chaque configuration étudiée, d'engager des recherches empiriques pour voir comment et par qui la propriété et le gouvernement des ressources se fabriquent, se légitiment et se contestent. Directement associée à cette histoire est l'enjeu du droit en contexte colonial ou impérial. À cet égard les articles du dossier montrent non seulement à quel point l'importation d'une législation métropolitaine peut être inadaptée aux écosystèmes locaux, mais également (et en conséquence) comment les agents de l'État et les différentes populations administrées « bricolent » avec la loi, que ce soit en produisant des arrêtés disparates et temporaires ou en contournant la règlementation en vigueur – pratique à laquelle n'échappent pas les représentants du pouvoir censés en garantir l'application.

27 Un troisième enjeu commun a trait à la fabrication d'une expertise qui implique souvent des circulations d'hommes et d'idées au-delà du seul territoire colonisé et qui fait l'objet de luttes dans les sphères administrative, juridique et médiatique[59]. Plusieurs auteurs interrogent ainsi le lien entre la place grandissante des connaissances scientifiques dans l'économie des savoirs au fil des XIX^e^ et XX^e^ siècles et le développement de politiques de gestion des ressources (qu'on s'efforce d'abord d'exploiter et de distribuer puis davantage de préserver et de protéger). En quatrième lieu, les articles apportent un grain environnemental au moulin historiographique qui a déjà pointé différentes tensions caractéristiques des administrateurs coloniaux[60] : faibles en nombre mais disposant de pouvoirs étendus, membres d'une hiérarchie extrêmement formalisée mais détenteurs de prérogatives évolutives et contestées, hétérogènes dans leur appréhension des ressources naturelles dont ils tirent parfois un profit économique et politique grâce à – ou au mépris de – leur fonction officielle.

28 Les auteurs de ce dossier s'intéressent *in fine* à la chose politique – et aux politiques – en explorant l'articulation à double sens entre politique(s) et environnement. Si l'implantation d'une administration ou le déploiement d'une influence impériale transforment les usages des ressources naturelles, les bouleversements écologiques interrogent en retour les politiques publiques et les représentations sociales. C'est ainsi que dans les cas étudiés ci-après l'attitude des acteurs vis-à-vis de la ressource peut être projective (Élisabeth Mortier), réactive (Nessim Znaien, Damiano Matasci) ou davantage contemplative, lorsque le paysage est moins perçu comme une ressource à exploiter que vécu comme un environnement changeant à intégrer et à expliquer au moyen d'un rituel (Catherine Mayeur-Jaouen).

29 À travers chacun de ces enjeux, ceux de la propriété et du droit, de la science et de l'administration, des acteurs, des territoires et des usages concrets de la nature, le présent numéro tend à un double entrelacement. L'histoire environnementale a tout à gagner à se faire aussi sociale, au même titre que l'histoire sociale peut s'enrichir des approches environnementales. Et en bout de course, en s'appuyant sur la longue tradition de l'histoire des empires, cette histoire socio-environnementale peut aussi contribuer à la renouveler.

NOTES

1. Yosef Davidesko, « Kabbara », *Do'ar Ha-Yom*, vol. 11, n° 63, 29 novembre 1928, p. 3 (https://www.nli.org.il/he/newspapers/dhy/1928/11/29/01/, consulté le 26 octobre 2022). Ce dossier est le prolongement d'une journée d'études qui a bénéficié d'une aide du gouvernement français au titre du Programme Investissements d'Avenir, Initiative d'Excellence d'Aix-Marseille Université – A*Midex. Nous remercions Hélène Blais pour ses commentaires sur une version antérieure de cette introduction.

2. Pierre Singaravélou (dir.), *Les empires coloniaux, XIX^e^-XX^e^ siècle*, Paris, Le Seuil, coll. « Points Histoire », 2013. Voir en particulier le chapitre de Sylvie Thénault sur l'État colonial, celui d'Isabelle Surun sur les appropriations territoriales et les résistances autochtones, ainsi que celui de Frederick Cooper sur la décolonisation.

3. En vertu de la Déclaration Balfour (1917) intégrée à la Charte du mandat britannique sur la Palestine (1922).

4. Jane Burbank et Frederick Cooper, *Empires in World History: Power and the Politics of Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2010, trad. de l'anglais par Christian Jeanmougin, *Empires. De la Chine ancienne à nos jours*, Paris, Payot, 2011.

5. Sgd. E. Mills, Assistant District Governor au District Governor, Northern District, Haïfa, 10 juin 1924, Kabbara Concession : Part II, Israel State Archives, Jérusalem, ISA-MandatoryOrganizations-MandateAtrnGen-00076kt.

6. Jean-François Bayart, « "Dessine-moi un MENA !", ou l'impossible définition des "aires culturelles" », *Sociétés politiques comparées*, vol. 38, 2016, p. 2-28 ; Catherine Coquery-Vidrovitch, « De l'"africanisme" vu de France. Le point de vue d'une historienne », *Le Débat*, n° 118, 2002, p. 34-48.

7. Cyrille Aillet, Chloé Capel et Élise Voguet (dir.), « Le Sahara précolonial : des sociétés en archipel », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, vol. 149, 2021 ; Jonathan Miran, « Space, Mobility, and Translocal Connections across the Red Sea Area since 1500 », *Northeast African Studies*, vol. 12, n° 1, 2012, p. 9-26.

8. Jean-Baptiste Fressoz, Frédéric Graber, Fabien Locher et Grégory Quenet, *Introduction à l'histoire environnementale*, Paris, La Découverte, 2014.

9. Patrick Fournier et Geneviève Massard-Guilbaud (dir.), *Aménagement et environnement. Perspectives historiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016 ; Fabien Locher (dir.), *La Nature en communs. France et empire français (XVII^e^-XXI^e^)*, Seyssel, Champ Vallon, 2020.

10. Ces projets ont été financés par l'Agence nationale de la recherche (ANR). De 2014 à 2017, Fabien Locher a dirigé le projet Govenpro (L'histoire du gouvernement de l'environnement par la propriété [fin XVIII^e^ siècle – temps présent, Europe, États-Unis, mondes coloniaux et post-coloniaux]). Par ailleurs, entre 2018 et 2022, le projet PANSER (PAtrimoines Naturels aux Suds : une histoire globale à Échelle Réduite) a conduit à la publication d'un ouvrage collectif dirigé par Guillaume Blanc, Mathieu Guérin et Grégory Quenet : *Protéger et détruire. Gouverner la nature sous les tropiques (XX^e^-XXI^e^ siècle)*, Paris, CNRS Éditions, 2022.

11. Stéphane Castonguay, « Les rapports sociaux à la nature : l'histoire environnementale de l'Amérique française », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 60, n° 1-2, 2006, p. 5-9.

12. Jeff Schauer, *Wildlife between Empire and Nation in Twentieth-Century Africa*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019. Delphine Froment, « Collaborer avec ses rivaux. Les soutiens britanniques et zanzibarites à la conquête allemande du Kilimandjaro (1887-1889) », *Revue d'Histoire contemporaine de l'Afrique*, n° 3, 2022, p. 19-34.

13. Bernhard Gissibl, Sabine Höhler et Patrick Kupper (dir.), *Civilizing Nature: National Parks in Global Historical Perspective*, New York & Oxford, Berghahn, 2012.

14. Tom Griffiths et Libby Robin (dir.), *Ecology and Empire: Environmental History of Settler Societies*, Edimbourg, Keele University Press, 1997 ; Roberta Biasillo, « Socio-Ecological Colonial Transfers: Trajectories of the Fascist Agricultural Enterprise in Libya (1922-43) », *Modern Italy*, vol. 26, n° 2, 2021, p. 181-198.

15. Pour plus de détails sur le développement qui suit, voir notamment : Guillaume Blanc, « L'histoire environnementale : nouveaux problèmes, nouveaux objets et nouvelle histoire », dans Guillaume Blanc, Élise Demeulenaere et Wolf Feuerhahn (dir.), *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2017, p. 75-96.

16. Roderick Nash, *Wilderness and the American Mind*, New Haven, Yale University Press, 1967.

17. Alfred Crosby, *The Columbian Exchange: Biological and Cultural Consequences of 1492*, Westport, Greenwood, 1972.

18. Ramachandra Guha, « Radical American Environmentalism and Wilderness Preservation: A Third World Critique », *Environmental Ethics*, n° 11, 1989, p. 71-83.

19. Madhav Gadgil et Ramachandra Guha, *The Fissured Land: An Ecological History of India*, Delhi, Oxford University Press, 1992 ; *id.*, *Ecology and Equity: The Use and Abuse of Nature in Contemporary India*, Londres et New York, Routledge, 1995.

20. David Anderson et Richard Grove (dir.), *Conservation in Africa: People, Policies and Practice*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

21. Richard Grove, *Green Imperialism: Colonial Expansion, Tropical Island Edens and the Origins of Environmentalism, 1600-1860*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

22. John M. MacKenzie, *The Empire of Nature: Hunting, Conservation and British Imperialism*, Manchester & New York, Manchester University Press, 1988.

23. William Beinart et Peter Coates, *Environment and History: The Taming of Nature in the USA and South Africa*, Londres & New York, Routledge, 1995.

24. Diana K. Davis, *Resurrecting the Granary of Rome: Environmental History and French Expansion in North Africa*, Athens, Ohio University Press, 2007, trad. de l'anglais par Grégory Quenet, *Les mythes environnementaux de la colonisation française au Maghreb*, Seyssel, Champ Vallon, 2012.

25. Alan Mikhail, *Nature and Empire in Ottoman Egypt: An Environmental History*, Cambridge & New York, Cambridge University Press, 2011.

26. Diana K. Davis et Edmund Burke III (dir.), *Environmental Imaginaries of the Middle East and North Africa*, Athens, Ohio University Press, 2011.

27. Alan Mikhail (dir.), *Water on Sand: Environmental Histories of the Middle East and North Africa*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

28. Timothy P. Barnard, *Nature's Colony: Empire, Nation and Environment in the Singapore Botanic Gardens*, Singapour, National University of Singapour Press, 2016.

29. Rohan D'Souza, *Drowned and Dammed: Colonial Capitalism and Flood Control in Eastern India*, Delhi, Oxford University Press, 2006 ; David Gilmartin, *Blood and Water: The Indus River Basin in Modern History*, Berkeley, University of California Press, 2015.

30. Meera Anna Oommen, « The Elephant in the Room: Histories of Place, Memory and Conflict with Wildlife along a Southern Indian Forest Fringe », *Environment and History*, n° 25, 2019, p. 269-300.

31. Helen Tilley, *Africa as a Living Laboratory: Empire, Development, and the Problem of Scientific Knowledge, 1870-1950*, Chicago, The University of Chicago Press, 2011.

32. Thomas M. Lekan, *Our Gigantic Zoo: A German Quest to Save the Serengeti*, New York, Oxford University Press, 2020.

33. Alan Mikhail, *Under Osman's Tree: The Ottoman Empire, Egypt, and Environmental History*, Chicago, Chicago University Press, 2017.

34. Diana K. Davis, *The Arid Lands: History, Power, Knowledge*, Cambridge, The MIT Press, 2016.

35. Guillaume Blanc, *L'invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'éden africain*, Paris, Flammarion, 2020.

36. Violette Pouillard, *Histoire des zoos par les animaux. Impérialisme, contrôle, conservation*, Seyssel, Champ Vallon, 2019.

37. Alan Taylor, « Unnatural Inequalities, Social and Environmental Histories », *Environmental History*, vol. 1, n° 4, 1996, p. 9.

38. William B. Cronon, *Changes in the Land: Indians, Colonists, and the Ecology of New England*, New York, Hill and Wang, 1983. Pour une traduction, voir William Cronon, « Borner la terre », dans Frédéric Graber et Fabien Locher (dir.), *Posséder la nature. Environnement et propriété dans l'histoire*, Paris, Éditions Amsterdam, 2018.

39. Alan Taylor, « Unnatural Inequalities », art. cit., p. 7.

40. Christian Delacroix, François Dosse et Patrick Garcia, *Les courants historiques en France, XIX^e^-XX^e^ siècle*, Paris, Gallimard, 2007, p. 525.

41. Edward P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, Londres, V. Golancz, 1963, p. 12, trad. de l'anglais par Gilles Dauvé, Mireille Golaszewski et Marie-Noëlle Thibault, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Seuil, 2013.

42. William B. Cronon, *Changes in the Land*, *op. cit.*, p. vii-viii.

43. Voir notamment Andrew Hurley, *Environmental Inequalities: Class, Race, and Industrial Pollution in Gary, Indiana, 1945–1980*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1995 ; Stephen Mosley, *The Chimney of the World: A History of Smoke Pollution in Victorian and Edwardian Manchester*, Londres, Routledge, 2008 ; Geneviève Massard-Guilbaud, *Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010 ; François Jarrige et Thomas Le Roux, *La contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel*, Paris, Seuil, 2017 ; Judith Rainhorn, *Blanc de Plomb. Histoire d'un poison légal*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.

44. Stephen Mosley, « Common Ground: Integrating Social and Environmental History », *Journal of Social History*, vol. 39, n° 3, 2006, p. 926.

45. Mark D. Hersey et Ted Steinberg, *A Field on Fire: The Future of Environmental History*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 2019, p. 2.

46. Geneviève Massard-Guilbaud et Stephen Mosley, *Common Ground: Integrating the Social and Environmental in History*, Newcastle Upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2011.

47. Corey Ross, *Ecology and Power in the Age of Empire: Europe and the Transformation of the Tropical World*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

48. Mitchitake Aso, *Rubber and the Making of Vietnam: An Ecological History, 1897-1975*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2018 ; Gregory Cushman, *Guano and the Opening of the Pacific World*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013 ; John Soluri, *Banana Cultures: Agriculture, Consumption, and Environmental Change in Honduras and the United States*, Austin, University of Texas Press, 2021 ; Gabrielle Hecht, *Uranium africain. Une histoire globale*, Paris, Seuil, 2016 ; Richard Tucker, *Insatiable Appetite: The United States and the Ecological Degradation of the Tropical World*, Berkeley, University of California Press, 2000.

49. Voir notamment William Beinart, « Hunting, Wildlife, and Imperialism in Southern Africa », dans William Beinart et Lotte Hughes, *Environment and Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 58-75.

50. Roderick P. Neumann, *Imposing Wilderness: Struggles over Livelihood and Nature Preservation in Africa*, Berkeley, University of California Press, 1998.

51. Bernhard Gissibl, *The Nature of German Imperialism: Conservation and the Politics of Wildlife in Colonial East Africa*, New York & Oxford, Berghahn, 2016.

52. Cf. respectivement Allen Isaacman et Chris Sneddon, « Toward a Social and Environmental History of the Building of Cahora Bassa Dam », *Journal of Southern African Studies*, vol. 26, n° 4, 2000, p. 597-632 ; Antonin Plarier, « Populations et administration forestière en Algérie (1830-1914) : des usages forestiers entre persistance et reconfiguration », *Cahier du GHFF*, n° 31, 2021, p. 13-24 ; Tamar Novick, *Milk and Honey: Technologies of Plenty in the Making of a Holy Land, 1880-1960*, thèse de doctorat, Philadelphie, University of Pennsylvania, 2014.

53. Frederick Cooper et Ann Laura Stoler, « Between Metropole and Colony: Rethinking a Research Agenda », dans *id.* (dir.), *Tensions of Empire: Colonial Cultures in a Bourgeois World*, Berkeley, University of California Press, 1997, p. 1-56.
54. Voir par exemple Emmanuelle Saada, *Les enfants de la colonie. Les métis de l'Empire français entre sujétion et citoyenneté*, Paris, La Découverte, 2007.
55. Iris Seri-Hersch, « Collaborating on Unequal Terms: Cross-Cultural Cooperation and Educational Work in Colonial Sudan, 1934-1956 », dans Tanja Bührer *et al.* (dir.), *Cooperation and Empire: Local Realities of Global Processes*, New York & Oxford, Berghahn, 2017, p. 292-322.
56. Donald Worster (dir.), *The Ends of the Earth: Perspectives on Modern Environmental History*, New York, Cambridge University Press, 1988, p. 289 cité dans Mark D. Hersey et Ted Steinberg (dir.), *A Field on Fire*, *op. cit.*, p. 2.
57. Pascale Ghazaleh, « Past Imperfect, Future Tense: Writing People's Histories in the Middle East Today », *Essays of the Forum Transregionale Studien*, vol. 5, 2019 (https://perspectivia.net/servlets/MCRFileNodeServlet/pnet_derivate_00000958/ghazaleh_imperfect.pdf [lien consulté le 10 novembre 2022].
58. Didier Guignard et Iris Seri-Hersch (dir.), *Spatial Appropriations in Modern Empires, 1820-1960: Beyond Dispossession,* Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2019.
59. Voir aussi Emmanuelle Sibeud, Hélène Blais et Claire Fredj, « Introduction. Sociétés coloniales : enquêtes et expertises », *Monde(s)*, vol. 2, n° 4, 2013, p. 6-22 ; Philippe Bourmaud, Norig Neveu et Chantal Verdeil (dir.), *Experts et expertise dans les mandats de la Société des Nations. Figures, champs et outils*, Paris, Presses de l'Inalco, 2020.
60. Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar, XIX^e^-XX^e^ siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012 ; Christopher Prior, *Exporting Empire: Africa, Colonial Officials and the Construction of the British Imperial State, c. 1900-1939*, Manchester, Manchester University Press, 2013.

RÉSUMÉS

Depuis sa naissance officielle aux États-Unis dans les années 1970, l'histoire environnementale s'est développée en s'intéressant tout particulièrement aux empires, avec des historiens comme Alfred Crosby. L'histoire environnementale des empires a ensuite été renouvelée sous l'impulsion pionnière des chercheuses et chercheurs indiens dans les années 1980, puis britanniques dans les années 1990. Les empires restent, depuis, l'un des objets constitutifs de l'histoire environnementale. Pourtant, les renouvellements théoriques et méthodologiques obtenus grâce au croisement de l'histoire sociale et de l'histoire environnementale se sont peu déployés vers des espaces coloniaux ou postcoloniaux. Par des analyses situées sur des terrains africains et moyen-orientaux, ce dossier propose d'apporter une pierre à l'édifice de ce projet historiographique.

Since its beginnings in the United States in the 1970s, environmental history has developed a particular focus on empires, thanks to scholars such as Alfred Crosby. In the 1980s, pioneering efforts by Indian scholars brought fresh perspectives into the field, before British historians took the lead in the 1990s. Since then, empires have remained one of the core subjects of environmental history. Nevertheless, the theoretical and methodological innovations gained by combining social history and environmental history have seldom been used in colonial or

postcolonial studies. Exploiting a number of case studies from Africa and the Middle East, this thematic issue contributes to a socio-environmental history of empires.

INDEX

Mots-clés : empires, histoire sociale, histoire environnementale, Moyen-Orient, Afrique
Keywords : empires, social history, environmental history, Middle East, Africa

AUTEURS

GUILLAUME BLANC

Guillaume Blanc est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Rennes 2 et membre junior de l'Institut universitaire de France. Formé à la Chaire du Canada en histoire environnementale, il dirige depuis 2015 la collection « Histoire environnementale » des éditions de la Sorbonne. Il est notamment l'auteur de *L'invention du colonialisme vert* (Flammarion, 2020) et de *Décolonisations. Histoires situées d'Afrique et d'Asie* (Seuil, 2022). Guillaume Blanc a par ailleurs codirigé l'ouvrage *Protéger et détruire. Gouverner la nature sous les Tropiques* (CNRS Éditions, 2022) et le manuel *Les sociétés africaines et le monde. Une histoire connectée, 1900-1980* (Atlande, 2022).

ANTONIN PLARIER

Antonin Plarier est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Jean Moulin Lyon 3, rattaché au laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA). Auteur d'une thèse sur le banditisme rural en Algérie à la période coloniale, il a récemment publié « Populations et administration forestière en Algérie (1830-1914) : des usages forestiers entre persistance et reconfiguration » dans les *Cahiers du GHFF* (2021) ainsi qu'« Agricultural fire or arson ? Rural people, forest administration and colonial situation » dans la revue *Historical Reflections* en 2020. Antonin Plarier a par ailleurs participé à la coordination du manuel *Les sociétés africaines et le monde. Une histoire connectée, 1900-1980*, paru chez Atlande (2022).

IRIS SERI-HERSCH

Iris Seri-Hersch est maîtresse de conférences à Aix-Marseille Université, rattachée à l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (IREMAM). Historienne arabisante et hébraïsante, ses travaux portent sur le Soudan, la Palestine et Israël du XIX^{e} siècle à nos jours. Elle est l'auteure de *Enseigner l'histoire à l'heure de l'ébranlement colonial. Soudan, Égypte, empire britannique (1943-1960)* (Karthala, 2018). Elle a codirigé *Spatial Appropriations in Modern Empires, 1820-1960* (CSP, 2019) et *Ordinary Sudan, 1504-2019: From Social History to Politics from Below* (De Gruyter, 2023). Elle écrit actuellement la micro-histoire d'un marais devenu village palestinien d'Israël entre l'époque ottomane tardive et les années 1960.